Cour Pénale Internationale



International Criminal Court

Original : **français**N° : **ICC-01/04-02/12**Date : **09 décembre 2014**

LA CHAMBRE D'APPEL

Composée comme suit : M^{me} la juge Sanji Mmasenono Monageng, Président

M. le juge Sang-Hyun Song M. le juge Cuno Tarfusser M. le juge Erkki Kourula

M^{me} la juge Ekaterina Trendafilova

SITUATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AFFAIRE LE PROCUREUR c. MATHIEU NGUDJOLO CHUI

Public

Observations de la Défense relatives à la soumission du Greffier référencée ICC-01/04-02/12-235 du 20 novembre 2014 et à ses annexes

Origine : Equipe de Défense de Mathieu Ngudjolo

Document à notifier conformément à la norme 31 du Règlement de la Cour aux destinataires suivants:

Le Bureau du Procureur

Mme Fatou Bensouda M. James Stewart M. Fabricio Guariglia

Le conseil de la Défense de M.Ngudjolo

Me Jean Pierre Kilenda Kakengi Basila Prof Jean-Pierre Fofé Djofia Malewa

Les représentants légaux des victimes

Me Jean-Louis Gilissen Me Fidel Nsita Luvengika Les représentants légaux des demandeurs

Les victimes non représentées

Les demandeurs non représentés (participation/réparation)

Le Bureau du conseil public pour les Le Bureau du conseil public pour la victimes

Défense

Les représentants des États

L'amicus curiae

GREFFE

Le Greffier

La Section d'appui aux Conseils

M. Herman von Hebel

L'Unité d'aide aux victimes et aux témoins La Section de la détention

M. Nigel Verril

M. Patrick Craig

La Section de la participation des victimes Autres et des réparations

I- RAPPEL DE LA PROCEDURE

- 1. Le 8 octobre 2014, la Chambre d'appel a émis son acte intitulé « Decision and order in relation to the Prosecutor's request for reclassification and for lesser redacted versions of the Registry's monitoring reports ».¹
- 2. Le 6 novembre 2014, Elle a pris une autre Ordonnance enjoignant au Greffier de déposer au plus tard le 17 du même mois, dans une soumission *ex parte* Greffe, Procureur et Défense de M. Ngudjolo, des propositions motivées des versions expurgées des écritures qu'Elle a énumérées, visées dans le troisième motif d'appel du Procureur.²
- 3. Répondant favorablement à la requête du Greffier n° ICC-01/04-02/12-233³, Elle a prorogé le délai du dépôt de cette soumission au 20 novembre 2014 par sa décision ICC-01/04-02/12-234.⁴
- 4. En exécution de ces Décisions et Ordonnances, et à cette date du 20 novembre 2014, le Greffier a déposé ses propositions d'expurgations dans une écriture publique enregistrée sous le numéro ICC-01/04-02/12-235⁵ accompagnée de seize annexes confidentielles *ex parte* Greffe, Procureur et Défense de M. Ngudjolo; deux annexes confidentielles *ex parte* Greffe et Défense; et quatre annexes confidentielles *ex parte* Greffe uniquement.
- 5. La Défense présente ses observations dans les lignes qui suivent.

² ICC-01/04-02/12-232 : « Order on the submission of proposed redactions to certain documents founding the Prosecutor's third ground of appeal ».

-

¹ ICC-01/04-02/12-209

³ ICC-01/04-02/12-233: « Request for extension of time limit pursuant to Regulation 35 of the Regulations of the Court for the implementation of the "Order on the submission of proposed redactions to certain documents founding the Prosecutor's third ground of appeal" », 14 novembre 2014.

⁴ ICC-01/04-02/12-234 : « Decision on the Registrar's request for an extension of the time limit », 17 novembre 2014.

⁵ ICC-01/04-02/12-235 : « Submission of the Registry proposed redactions following the Appeals Chamber Order of 6 November 2014 ».

II- OBSERVATIONS DE LA DEFENSE

- 6. La Défense de M. Mathieu Ngudjolo a examiné les écritures visées par le Greffier dans la pièce ICC-01/04-02/12-235-Conf-Exp-Anx1, intitulée : « Justifications of the Registry proposed redactions pursuant to the Appeals Chamber Order of 6 November 2014. »
- 7. Elle est d'avis que les propositions d'expurgations formulées par le Greffier sont fondées et les approuve.
- 8. Elle n'a pas pu lire les écritures ICC-01/04-01/07-829-Conf-Exp, ICC-01/04-01/07-1195-Conf-Exp-Corr, ICC-01/04-01/07-1419-Conf-Exp, ICC-01/04-01/07-1466-Conf-Exp, pour la simple raison qu'elles sont *ex parte* Greffe uniquement. Elle a néanmoins analysé les expurgations proposées par le Greffier dans son acte ICC-01/04-02/12-235-Conf-Exp-Anx1. Elle les trouve fondées et les approuve.
- 9. La Défense a également examiné les écritures suivantes énumérées par le Greffier dans le paragraphe 1^{er} de sa soumission ICC-01/04-02/12-235-Conf-Exp:
 - ICC-01/04-01/07-800-Conf
 - ICC-01/04-01/07-894-Conf-Exp
 - ICC-01/04-01/07-932-Conf-Exp
 - ICC-01/04-01/07-1196-Conf-Exp
 - ICC-01 /04-01 /07-1215-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-1233-Conf-Exp
 - ICC-01 /04-01 /07-1319-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-1512-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-1627-Conf-Exp
 - ICC-01/04-01/07-1778-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-1785-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-1875-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-2187-Conf-Exp-tENG
 - ICC-01/04-01/07-3120-Conf-Exp-tENG
- 10. Elle est d'accord avec le point de vue exprimé par le Greffier selon lequel ces écritures peuvent être rendues publiques sans expurgations.

Nº ICC-01/04-02/12 4/5 9 décembre 2014

RESPECTUEUSEMENT SOUMIS.

POUR LA DEFENSE DE MATHIEU NGUDJOLO,

Me Jean-Pierre Kilenda Kakengi Basila

Conseil Principal

Fait à Bruxelles, le 09 décembre 2014